

# Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamé, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

## DURCISSEMENT DES « VILLES MORTES »

# Bamenda et Buea invivables

- Les populations des chefs-lieux des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest passent des journées cloîtrées chez elles depuis une semaine à cause de la terreur imposée par les sécessionnistes ;
- La fête de la jeunesse a été célébrée hier sous haute sécurité.

Pages 4&5



Page | Opération Epervier

6 | Mebe Ngo'o et son épouse dans le viseur

Page | Fête de la jeunesse

9 | Les messages de Biya, Kamto et Libii

**40 millions de F<sub>cfa</sub>**  
à gagner au BANKO mardi 12 février

## COMMUNIQUÉ RADIO-PRESSE

En prélude à la création de l'Ordre National des Ingénieurs en Environnement, Forêt et Faune du Cameroun (ONIEFC), l'Association des Environnementalistes et Forestiers du Cameroun (AEFC), porteuse du projet, informe la communauté scientifique et professionnelle de l'existence de l'initiative.

Pour cela, le comité provisoire de l'ordre invite les professionnels du métier, les enseignants et toutes personnes exerçant dans les différents domaines, à se manifester à l'appel National à candidature ouvert du 1er janvier au 16 mars 2019.

Les informations relatives aux dossiers de candidature sont disponibles sur le lien <http://www.cameroondesks.com/2019/01/ap-pel-national-candidatures-projet-oniefc.html>. Pour plus d'informations sur le projet ONIEFC, bien vouloir contacter le (+237) 694244602/678652883/aefcameroun@gmail.com.

MMR/NBH  
N°07156/CD/11214/17/CN/DANRS

**AVIS**  
**LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE**  
**DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX**

a l'honneur de porter à la connaissance du public que :

Madame **BEKWADI EBOULE Emilienne**,  
Née le **12 octobre 1975 à Douala**,  
De **EBOULE MOUNDO Maurice** et de **DJESSI NGONGI Monique**,  
S/C Cabinet d'avocats Felix EJANGUE,  
BP 8216 Douala,  
a sollicité l'autorisation de supprimer la composante **BEKWADI** de son nom **BEKWADI EBOULE Emilienne** pour se faire désormais appeler **EBOULE Emilienne**.  
Toute personne ayant un intérêt légitime à s'opposer à ce changement de nom peut, dans un délai de six mois, faire connaître ses raisons par requête adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux à Yaoundé.  
**POUR AMPLIATION**

YAOUNDE, LE 03 DEC 2018  
LE DIRECTEUR DES AFFAIRES  
NON REPRESSIVES ET DU SCEAU  
Michel MAHOUE

**NOTICE**  
**THE MINISTER OF STATE, MINISTER**  
**OF JUSTICE, KEEPER OF THE SEALS**

hereby informs the public that :  
Madam **BEKWADI EBOULE Emilienne**,  
Born on the **12th of October 1975 at Douala**,  
Of **EBOULE MOUNDO Maurice** and of **DJESSI NGONGI Monique**,  
C/O Cabinet d'avocats Felix EJANGUE,  
PO Box 8216 Douala,  
has sought permission to cancel the component **BEKWADI** of her name **BEKWADI EBOULE Emilienne** so as to be called henceforth **EBOULE Emilienne**.  
Any person who has a valid objection to this proposed change of name (first name) may within a period of six months make his reasons known in writing to the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals at Yaoundé.

FAIT A YAOUNDE, LE 26 Juin 2018  
DONE AT YAOUNDE  
P. LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA JUSTICE,  
GARDE DES SCEAUX  
THE MINISTER OF STATE, MINISTER OF JUSTICE, KEEPER  
OF THE SEALS  
LE SECRETAIRE GENERAL



Sous le Parrainage du Ministère des Arts et de la Culture

# NOOH-NGONG 2019

Festival des Arts et de la Culture du peuple Bamendjo - Mbouda

Thème : « Restaurer les valeurs culturelles et traditionnelles Bamendjo »

DU 08 AU 16 MARS  
**2019** A BAMDJO



**AU PROGRAMME**

- Sortie des sociétés secrètes
- Danses rituelles et initiatiques
- Foire agro-artisanale
- Marche historico-touristique
- Echanges et débats sur l'histoire et la Culture Bamendjo
- Carnaval, élection Miss NOOH-NGONG 2019
- Sortie spéciale du TCHEUN
- Etc.



**SONT ATTENDUS :**  
Annonces, mécènes, sponsors, grand public, entrepreneurs culturels, centres culturels, touristes, étudiants chercheurs, etc.


**NOS PARTENAIRES**



**CONTACTS TÉL. & WATSAPP :**  
(+237) 699 76 53 53 - 677 95 08 57  
696 98 40 44 - 698 88 01 72

Sous la supervision générale de sa Majesté Tchio Maurice, roi des Bamendjo

# 06 novembre : Je veux mon miracle, M. le Président !

 Par Jean-Claude Awono\*  
Chronique publiée dans Mutations  
n°4736 du 06 novembre 2018

**S**il m'était donné de parler du 06 novembre, j'y mettrais d'abord mon enfance. J'avais treize ans lorsque cette date eut, pour la première fois au Cameroun, sa résonance historique. J'étais en classe de 6e, au Collège d'enseignement secondaire d'Ombessa. C'était une époque propre, pure, indemne du numérique. La radio, la presse, le roman-photo et la bande dessinée... avaient sur les jeunes, le pouvoir que le seul téléphone s'arroge de nos jours. Le temps, on ne le passait pas devant un écran, mais plutôt à la chasse, au champ, au maraudage, à l'école, dans de petits ateliers de fabrication d'autos en bambous, à écouter des contes sous la lune ou à jouer au colin-maillard, à rêver d'aller faire des études en ville, chez un oncle ou une tante... Dans la cour de mon père, chef de village, je me souviens des prestations de quelques bardes populaires, et du ballet des paysans venant payer leur impôt annuel. Il fallait avoir sa carte du parti, qui tenait lieu de carte nationale d'identité. A l'école, on enseignait plein de choses parmi lesquelles les noms des ministres et hautes personnalités de la république : Ahmadou Ahidjo, Victor Ayissi Mvodo, Maïkano Abdoulaye, Paul Biya, Félix Sabal Lecco, Samuel Eboua... Ces noms avaient dans mon esprit d'écolier une résonance magique et tragique, surtout lorsque le maître nous demandait de les réciter, un « serpent noir » à la main. Puis vint le 06 novembre 1982 et l'avènement de Paul Biya à la magistrature suprême. La radio étant la seule possibilité directe de vivre l'événement, je ne pus vraiment « voir » l'accession du 2e président de la république du Cameroun qu'en différé, lorsque la télévision survint, des années après. Puis, les « 06 novembre » commencèrent à se suivre les uns après les autres. L'évènement qui m'avait semblé national en 1982, qui avait véritablement embrasé le Cameroun et soulevé des montagnes d'espoir, devint au fur et à mesure de l'évolution du pays, la « chose » exclusive d'un parti. C'est cette

image de rétion du président de la République dans les « flammes » d'un parti qui alimenta les années qui suivirent mon enfance. Je voulus savoir pourquoi il faut que le président de la République soit d'un parti, à l'exclusion des autres. Et je découvris que c'est ainsi que s'organise la République, qu'elle est une fragmentation en une multitude d'idéologies hétérogènes, les unes sabordant les autres, les avalant ou passant avec elles des pactes peu clairs. Ce parti pris de celui qui est appelé à gouverner tout le pays m'a toujours paru quelque chose d'un peu bancal dans les théories et les pratiques qui organisent la République. J'aurai bientôt 50 ans. Je ne peux me souvenir exactement combien de « 06 novembre » ont « nourri » ou « asséché » mon imaginaire et ma vie. Toute ma vie est traversée de part en part par cette date sans cesse renaissante et presque toujours la même qui m'est parue comme une image fixe et en même temps vouée à un certain dressage, mais aussi comme le lieu d'une dynamique dans laquelle j'ai reconnu peu de choses susceptibles de m'étonner et d'affoler ma fierté. J'ai très honnêtement souvent souhaité que les choses soient plus honnêtes et plus belles, que le pays que nous avons en partage ait, dans le hit-parade mondial, un rang à la hauteur de nos capacités réelles et de notre esprit de conquête si mondialement reconnu, si redouté et en même temps si admiré. Mais hélas ! Nous n'avons pas souvent réussi à donner au réel le visage enchanté du rêve. Et voici le 06 novembre 2018, « fer de lance » d'un autre mandat pour le président qui arriva quand j'avais treize ans. En 2025, je serai à quelques encablures de 60 ans. J'ai traversé ma vie dans une date, dans l'attente d'un miracle. Peut-être ce temps est-il arrivé, avec le nouveau septennat. Je veux mon miracle, monsieur le Président !

\*POÈTE, PROFESSEUR DE LETTRES, ÉDITEUR

## Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

### Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

### Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

### Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

### Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

### Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

### Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

### Responsable Digital

Pascal Dibamou

### Chroniqueurs

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Jean-Pierre Nyemeg

### Caricaturiste

Robert Pougoué

### RUBRIQUES

#### Politique

Jean De Dieu Bidias

#### Société

Paulette Ndong

#### Economie

Lucien Bodo

#### Education

Josiane Afom

#### Tech & Web

Marguerite Papan

#### Culture

Marthe Ndiang

#### Sports

Dimitri Mebenga

#### Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

#### Rédaction

Wamba Sop, Ibin Hassan, Désiré

Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy Martial Tchinda, Florentin Ndatewou, Jenner Onana, Perrine Masso, Cyril Marcel Essissima

### DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

**Chef :** Michel Ferdinand

**Adjoint :** Blaise Djouokep

### CORRESPONDANTS

**Grand Nord :** Jacques Kaldaoussa

**Ouest/Nord-Ouest :** Robert Nkake

**Est :** Sebastian Chi Elvido

**Sud :** Guy-Roger Mvondo

### Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

### Service Commercial et Marketing

**Chef :** Michael Brobst

**Responsable Yaoundé :** Augustine Nokam

### Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

### Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

### Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

### Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

### Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

## Caric

### CÔTE D'IVOIRE : SORO VISE LE POUVOIR



## Sud-Ouest

# Au rythme des «villes mortes»

La première semaine d'inactivité a été marquée par des échanges de tirs, meurtres, assassinat et des incendies des édifices publics.



Par Blaise Djoukep

La place des fêtes de Buea à Bongo Square n'a pas fait le plein de foule comme c'est habituellement le cas pendant les cérémonies qu'elle abrite. Les deux tribunes situées à cet endroit étaient à moitié occupées. Les populations, tétanisées par le mot d'ordre de «villes mortes» de dix jours imposé par les séparatistes ont eu du mal à quitter leurs domiciles. Cependant, les autorités administratives, éducatives et quelques personnalités ont fait le déplacement pour la célébration de la 53e édition de la fête de la jeunesse. Une forte présence des éléments des forces de défense et de sécurité (Fds) était également remarquée. Les éléments de la police, de la gendarmerie et l'armée veillaient aux grains. Les populations ont peur. Une peur davantage marquée par les échanges de tirs, et les décès enregistrés dans cette partie du Cameroun tout au long de la première semaine de «villes mortes» qui a commencé le 04 février dernier.

Une semaine qui s'est achevée par l'incendie « criminel » de l'Hôpital de district de Kumba dans la nuit du dimanche, 10 février au lundi 11 février. Le bilan fait état de quatre morts et d'importants dégâts matériels parmi lesquels cinq véhicules détruits, quatre bâtiments ravagés par les flammes ainsi que tout le plateau technique qui s'y trouvait. L'acte attribué aux sécessionnistes est le dernier enregistré au terme de la première des deux semaines de «villes mortes». Pendant plusieurs jours, des quartiers de la ville de Buea, Mile 4 à Limbe, Ekondo Titi par Kumba ont été le théâtre des échanges de tirs entre les Fds et les ambazoniens. De jours comme de nuit, l'intensité des tirs a contraint les populations à rester terrées dans leurs maisons.



L'hôpital de district de Kumba incendié.

Plusieurs pertes en vie humaine ont été enregistrées comme à Buea où un homme a été mortellement atteint par balle à Mercedes street alors qu'il revenait de son sport matinal mercredi (06 février) matin. Deux jours plutôt, toujours à Buea, un homme a été tué pour n'avoir pas respecté le mot d'ordre de «villes mortes». La deuxième victime également atteinte par balle a été transportée à l'Hôpital régional annexe de Buea. Le département de la Manyu n'a pas été épargné. A Mamfé, les populations ont découvert plusieurs corps sur la

voie publique au petit matin. Pendant toute la semaine, la région du Sud-Ouest était presque coupée du reste du pays. Il était presque impossible de sortir de cette région ou de s'y rendre, au regard de la menace que font peser les séparatistes sur les populations. A titre d'illustration, les équipes parties de la région du Littoral afin de disputer la 2e journée du championnat national de ligue 1 à Limbe dimanche dernier ont été escorté par le Bataillon d'intervention rapide (Bir) à l'aller comme au retour.

## Nord-Ouest

# Blocus général dans la région

Interdites d'entrer et de sortir, les populations sont terrées dans leurs domiciles depuis le 04 février.



Par Josiane Afom

Une quinzaine de minutes. C'est le temps qu'a duré la parade de la fête jeunesse ce 11 février à Bamenda, dans la région du Nord-Ouest. Présidé par le gouverneur de cette région, Adolphe Lele Lafrique, le défilé a connu la participation d'un nombre très réduit des établissements scolaires de la ville. Il s'agit précisément d'une dizaine d'élèves du Lycée bilingue de Bamedakwe, des étudiants du Centre national de la jeunesse et des sports (Cenajes), la délégation de la jeunesse et des militants du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Ces derniers ont défilé sous forte escorte des forces de l'ordre, tel que promis par le gouverneur, Adolphe Lele Lafrique. C'était vendredi dernier au cours d'une réunion préparatoire de la fête de la jeunesse. En effet, le défilé du 11 février a connu une faible participation dans cette partie du Cameroun du fait de l'opération «villes mortes» lancé par les sécessionnistes. Commencée le 04 février dernier, cette opération va s'achever le 14 février prochain. Une situation qui paralyse davantage la ville, avec les déplacements interdits, les commerces fermés et les rues dé-



«Villes mortes» à Bamenda.

sertes. « Les sécessionnistes ont donné l'ordre que personne ne sorte, excepté les enfants qui font le ravitaillement en eau dans les sources », confie une source à Bamenda. Carine T, jeune fille âgée de 20 ans et résident à Bamenda en a subi des conséquences de l'opération «villes mortes». En effet, depuis le 06 janvier dernier, elle devait se rendre à Yaoundé pour commencer un nouvel emploi. Seulement, elle s'est vue dans l'obli-

gation de reprogrammer son déplacement après le 14 février. Car, explique-t-elle, les déplacements vers les autres villes sont interdits et elle attend que la situation revienne au calme pour prendre la route.

Les populations apeurées, d'après notre source, restent cloîtrées dans leurs domiciles. « Les ravitaillements sont très difficiles. Dès l'annonce du lancement de l'opération 'villes mortes', les populations ont tôt fait de se ravitailler. Nous avons amassé les vivres dans les maisons pour nous alimenter pendant les dix jours en question », révèle notre informateur. Au lendemain du début de l'opération «villes mortes», un homme de Dieu a été assassiné.

De fait, le révérend Edward Tumda, pasteur de la Cameroon Baptist Convention a été mortellement atteint par balle à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria. « Il a été pris à partie par les séparatistes » alors qu'il revenait du Nigeria, où il avait pris part, pendant quelques semaines, à un séminaire ecclésial. La victime était en service à Bafut, dans le Nord-Ouest.

Fon Nsoh

# Il ne faut pas faire de la politique avec cette crise

Pour le coordonnateur de l'« Initiative communautaire pour le développement durable (COMINSUD) » rencontré lors de la semaine du foncier à Yaoundé, le 25 janvier dernier, le président de la République doit encourager la démarche du Cardinal Tumi. Ceci afin de mettre fin au conflit qui impacte négativement l'environnement et la santé dans les régions anglophones.



Par Adrienne Engono Moussang

## Comment se posent les problèmes fonciers dans la région du Nord-Ouest ?

Nous existons depuis 22 ans et œuvrons sur le foncier depuis 10 ans car au début, notre action reposait sur les questions alimentaires. Pour le foncier, nous avons fait un échantillon national. Au grand Ouest, qui pour caractéristiques la forte densité de la population et un niveau de pauvreté très élevé, la terre permet d'avoir la nourriture pour vendre et gagner de l'argent. La gestion de la terre est très sensible parce c'est un élément d'identité. Les gens naissent dans les villages avec des terres qui leur appartiennent ; et dans ces villages, chacun veut avoir une parcelle pour dire qu'il a un certain pouvoir de gestion de sa terre.

Seulement, comme les hommes ont plus de pouvoirs, ce sont eux qui s'approprient la terre pendant que les femmes exploitent simplement. Et de plus en plus la terre n'est plus un bien commun, mais c'est plutôt la propriété d'une minorité riche. Ce que nous avons constaté et que nous déplorons c'est que le gouvernement est toujours du côté de ceux qui violent la loi. Dans le conflit foncier entre Bali et Bawock, le gouvernement s'est aligné derrière les Bali. Dans la l'affaire Bafandji contre Balikumbat, il a favorisé les Balikumbat qui étaient pourtant fautifs. Actuellement, les autorités restent tranquilles face aux violations des textes par les ressortissants de Oku. Les sous-préfets, préfets et gouverneurs favorisent ceux qui ont les moyens. C'est bien ce qui amène les gens à utiliser la force pour se faire entendre.

## Que faites-vous pour résoudre ces problèmes ?

Nous essayons d'initier des réflexions, développer des outils et éveiller les consciences. Nous renforçons les capacités des populations pour négocier ; cela leur permet de comprendre qui veut la terre, quelle superficie, pour quelle raison et de voir s'ils peuvent donner cette terre et comment avancer avec l'acquéreur. Il faut une relation gagnant-gagnant parce qu'on ne peut pas s'imposer aux investissements et au développement de notre pays.

## Peut-on bien gérer la terre au Nord-Ouest, région actuellement en insécurité ?

Quand il y a insécurité, on ne parle pas de gouvernance. On ne peut pas parler de bonne gestion des terres des communautés ou des mairies dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Il y a une crise humanitaire sur laquelle notre attention est portée depuis en mars 2018, bien avant le gouvernement qui ne l'a fait qu'en juillet. La communauté internationale reconnaît cette situation. À chaque crise humanitaire, il faut des mesures qui s'imposent parce qu'il y a des populations affectées qui sont vulnérables. Les maisons sont brûlées, les personnes assassinées, plus de 800 000 personnes déplacées internes. C'est très grave ! Il y a une nécessité d'aide alimentaire. Quand l'aide vient, elle est parfois insuffisante, elle n'est pas bien coordonnée et dans certains cas, elle ne va pas aux personnes affectées qui doivent en bénéficier.

## Des médias montrent pourtant des victimes qui récoltent les aides distribuées par des autorités...

Il ne faut pas faire de la politique avec cette crise parce que ça met du carburant sur le feu. Il faut dire la vérité en montrant ce qui marche et ce qui ne marche pas. Les aides du gouvernement n'arrivent pas aux concernés qui ne les veu-



lent d'ailleurs pas. Ils demandent plutôt au président d'essayer de prendre des mesures plus concrètes qui peuvent résoudre ce qui se passe actuellement.

Le gouvernement donne les aides en même temps qu'on continue de brûler. Même l'aide des structures des Nations Unies n'est pas acceptée parce que les gens demandent que la crise soit d'abord maîtrisée. Pour résoudre le problème, beaucoup de choses sont à prendre en compte parce que la crise est devenue politique. Tu ne peux pas donner avec la main gauche et reprendre avec la main droite. Il faut mettre fin aux arrestations. Il faut des mots et des actions.

## De quelles actions parlez-vous ?

Il y a beaucoup d'options sur la table du président de la République. Il doit prendre des mesures compréhensibles dont le dialogue inclusif qui lui est demandé. Or, il ne semble pas disposé pour celui-ci. Pourtant, il peut prescrire un dialogue qui va de la base au sommet. Lorsque le Cardinal Tumi se propose d'organiser un dialogue, le président peut encourager l'initiative, exploiter les contributions des populations pour des solutions à la crise. Depuis le début, le chef de l'État a pris des mesures. Celles-ci ne correspondent pas aux attentes des populations ; elles ne font plutôt qu'empirer et à envenimer la situation. L'on a créé la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme. C'est une structure qui absorbe le budget sans résoudre les problèmes. L'on crée le Comité de désarmement, de démobilisation et de réintégration qui ne va rien apporter. Cela veut dire que tout ce qui est fait jusqu'ici ne cadre pas avec la réalité.

**Il est demandé à ceux qui sont en brousse d'en sortir. On leur promet le pardon. Mais en même temps, beaucoup d'innocents sont gardés en prison. Comment peut-on pardonner à quelqu'un qui est en**

## brousse avec un fusil contre l'armée de l'État et au même moment l'on maintient en prison ceux qui n'ont rien fait ?

Comment vivez-vous avec cette crise ?

C'est une situation très regrettable. La manière dont les gens se tuent est incroyable. L'État est aujourd'hui incapable de sécuriser les populations, de sécuriser ses agents, ses cadres qui vivent dans le Nord-ouest et le Sud-ouest. On est plus ou moins dans une situation d'anarchie. Les populations ne peuvent pas se déplacer.

## Vous personnellement, comment faites-vous ?

J'ai déplacé ma famille avec des tout-petits enfants qui doivent aller à l'école loin de moi. Beaucoup de familles sont dans cette situation. J'habite Bamenda, seule ville du Nord-Ouest où l'on a un petit semblant de stabilité, de paix. Mais chaque jour, il y a plus de 10 quartiers de la ville qui essuient des tirs. Il y a des quartiers où dès 19h, rien ne circule. Parfois, en plus des personnes avec lesquelles je travaille, je reçois des amis qui viennent pour un moment et on se retrouve 15 dans une maison pour six. Il y a des familles qu'on a recensées dans lesquelles on trouve 30 individus dans une seule maison. C'est la promiscuité totale !

## Votre Ong a recensé quels types de cas ?

Nous avons noté plus de 1000 cas avec des situations déplorables : des gens qui dorment au couloir et derrière des services publics, dans des aires de stationnement.

Ce sont des vieux, jeunes et moins jeunes, beaucoup de résignés qui refusent de se déplacer pour attendre la mort ou autre chose sur place. Il y a des gens qui sont morts dans les points d'eau où s'abreuvent des populations, certains ont été dévorés par des chiens et des porcs après être morts.

Il y a des hôpitaux qui essaient de fonctionner. Mais l'Hôpital de district de Batibo est hors d'usage depuis longtemps. Shisson fonctionne. 75% des patients de Shisson venaient de localités hors du Nord-Ouest et du pays. Aujourd'hui, son fonctionnement est d'environ 15%. Beaucoup de malades n'ont même plus accès à la simple consultation.

## Quel est l'impact sur l'environnement ?

Il est difficile de faire une évaluation de l'impact de la crise sur l'environnement étant donné que les populations vivent en brousse où elles sont obligées de prélever les ressources naturelles pour survivre. Mais en faisant une sous-estimation, je vais dire que beaucoup de routes sont coupées. Par exemple Ndu, Catle Rang dans le Boyo (un grand rang, ndlr) qui offre des opportunités d'emplois ne fonctionne presque pas. Les groupes armés pillent régulièrement ce lieu ; ils viennent et prennent des bœufs et les tuent pour leur ravitaillement.

## A votre avis, comment mettre fin à cette situation ?

Il faut une forte volonté politique pour mettre fin à cette crise. Il y en a qui disent que le gouvernement a beaucoup fait ; on peut faire beaucoup mais sans faire ce qu'il faut. Il faut un dialogue inclusif. Si tu es avec ton enfant qui crie et que tu n'arrives pas à calmer cela veut dire que tu dois encore faire des efforts. Qu'on mette fin à la crise avant de voir comment on va gérer ses effets négatifs. Il y a des gens qui refusent même l'aide humanitaire nationale et internationale. Tout le monde attend que le chef de l'État, en père de la nation, propose des vraies solutions. Qu'il le fasse !

## Opération épervier

## Mebe Ngo'o interdit de sortie du pays

La note du chef de division des enquêtes du corps spécialisé d'officiers de la police judiciaire assigne également à demeure son épouse, le colonel Ghislain Victor Mboutou Elle et Léonard Maxime Mbangue.

 Par Jenner Onana

Jusqu'à nouvel ordre, Edgard Alain Mebe Ngo'o est interdit de quitter le territoire camerounais. C'est ce que révèle une note du chef de division des enquêtes du corps spécialisé d'officiers de la police judiciaire, signée le 31 janvier dernier. La note qui a pour destinataires le délégué général à la Sûreté nationale (Dgsn), le secrétaire d'Etat à la défense (Sed), le directeur de la police des frontières, le chef du bureau central national (Bcn) d'Interpol du Cameroun et les commissaires des aéroports internationaux de Yaoundé-Nsimalen, Douala et Garoua ; inculpent d'autres personnalités de la République.

Entre autres noms, figurent sur ladite note, Bernadette Minla Nkoulou, épouse Mebe Ngo'o (assistante de direction) ; Ghislain Victor Mboutou Elle (colonel de l'armée de l'air) et Léonard Maxime Mbangue (inspecteur du trésor). La note indique par ailleurs qu'« en cas de tentative de sortie du territoire national, interpellé les susnommés puis aviser d'urgence la division des enquêtes du corps spécialisé d'officiers de la police judiciaire ».

Le 05 février dernier, le domicile de l'ex-ministre des Transports avait été perquisitionné selon un article paru le 06 février sur le site jeuneafrique.com. La restriction de liberté de l'ancien ministre délégué à la présidence de la République, chargé de la Défense et les trois autres coaccusés, serait liée à l'affaire Magforce. En effet, il s'agit d'une société domiciliée à Paris. Elle est spécialisée dans le secteur d'habillement et de chaussures en général et des équipements de choix militaires en particulier.



Edgard Alain Mebe Ngo'o. Sur le gril.

Selon le journal français le Point, qui a mené l'enquête relative à l'affaire citée supra, Edgard Alain Mebe Ngo'o et les trois autres seraient impliqués dans des détournements des fonds destinés à l'achat des tenues militaires en 2014. La même année, les dirigeants de Magforce, faisant partie

du même dossier, ont été arrêtés pour corruption. Selon des indiscrétions, Edgard Alain Mebe Ngo'o, son épouse, Bernadette Mebe Ngo'o, le colonel Ghislain Victor Mboutou Elle et Leonard Maxime Mbangue ; seraient tous attendus ce jour au Tribunal criminel spécial (Tcs).

## Entrepreneuriat

## Ecam créé une section féminine

L'idée est de mettre les femmes ensemble afin qu'elles constituent une force face aux difficultés rencontrées dans les affaires.

 Par Blaise Djouokep

Issues de divers secteurs d'activités, une centaine de femmes se sont retrouvées le 07 février dernier au siège du groupement patronal dénommé Entreprises du Cameroun (Ecam) à Douala. Sur invitation du président d'Ecam, Protais Ayangma, il était question de «rassembler les femmes afin de voir leurs aspirations, leurs attentes, leurs projets pour définir ensemble le cap et créer un mouvement féminin qui va défendre particulièrement les intérêts des femmes», fait savoir Protais Ayangma.

L'objectif visé par la branche féminine d'Ecam qui voit ainsi le jour est de porter la voix des femmes et peser dans la balance de l'entrepreneuriat féminin afin de fédérer les efforts et affronter ensemble les difficultés qu'elles traversent. Cela va, espère le président d'Ecam, leur permettre de se positionner et constituer une véritable force. Au cours des échanges des conseils et astuces ont également été donnés à ces femmes entrepreneurs. Coordinatrice de ce projet, Christiane Heitz a par exemple suggéré aux femmes la possibilité de faire des voyages économiques dans les pays porteurs tels que la Turquie



Protais Ayangma, président d'Ecam.

ou encore la Chine ; ou encore de demander des réductions de billets de voyage auprès de certaines compa-

gnies aériennes. Il a été recommandé à ces chefs d'entreprises de constituer un véritable lobbying fort parce que «se mettre en groupement permet d'obtenir des avantages qu'on ne peut pas obtenir seul», précise Protais Ayangma.

Satisfaites de l'initiative, les femmes ont fait part des difficultés qu'elles rencontrent au quotidien dans leurs entreprises. Pour la plupart, elles dénoncent le non-paiement ou encore le paiement tardif de leurs prestations. Certaines évoquent également la non-disponibilité d'enquêtes et d'études de marchés devant leur permettre de se lancer dans une activité. La branche féminine d'Ecam entend donc être aux côtés de ses membres dans tous les problèmes qu'elles rencontrent dans la vie de leurs entreprises, de la mise en place du projet jusqu'à son opérationnalité ; défendre ses membres en cas d'injustice ; les informer des différents salons à l'étranger ; les informer des subventions et bénéficier de l'appui des partenaires d'Ecam afin de donner encore plus de poids aux femmes dans le monde des affaires.

## Yaoundé

## Emeutes au marché central

Le calme est revenu après l'incident ayant opposé des commerçants aux éléments de la Communauté urbaine.

 Par Arnaud Kuipo

**1** 4h46mn. Les rayons du soleil irradient la ville de Yaoundé en ce 11 février. Ce beau temps est vécu précisément au marché central de la ville, où plusieurs commerçants vaquent à leurs activités ce jour férié en raison de la fête de la jeunesse. C'est le cas de ces vendeurs de pantalons qui transportent leurs marchandises sur leurs têtes. Plusieurs, à l'aide des mains, exposent un article à l'intention de potentiels clients. Un peu plus loin, d'autres commerçants ambulants portent divers linges également sur leurs têtes. Des voitures, garées ou non, font partie de ce décor. Plus tôt ce même jour, dans les alentours de la Pharmacie du marché, des sonorités animent cette partie de Yaoundé. L'une d'elles est de nature commerciale. « Chaque achat, un cadeau. C'est Nyangono du Sud », entend-on. Il s'agit bel et bien du magasin de ce commerçant, connu également comme artiste. « On liquide les valises : 5 - 5 000. Les valises, on solde. Ne bousculez pas s'il vous plaît. 5 000. On doit déballer tout ça maintenant », souligne cette voix. A l'extérieur dudit magasin, divers articles sont exposés. Il s'agit, entre autres, de plats, marmites, valises, etc. Près de ce magasin, des jeunes transportent sur leur corps des sacs. Si aucun incident n'est enregistré ici jusqu'à cette heure de ce jour de fête, il n'en était rien le 08 février dernier. Il s'est produit ce jour-là un affrontement impliquant, d'après au moins une source, des commerçants d'une part et d'autre part des personnels de la Communauté urbaine de Yaoundé (Cuy) et des fonctionnaires de la police. L'on peut voir dans une vidéo tournée ce 08 février des personnes lançant des objets dans la direction d'un camion en mouvement. « "Awara" (personnels de la Cuy, Ndlr) contre les sauveteurs au marché central », renseigne une voix dans cette vidéo prise visiblement à partir d'un bâtiment à étage.

## Témoignages

D'après un jeune vendeur rencontré non loin du magasin de Nyangono du Sud, des commerçants n'ont pas apprécié le fait que des personnels de la Cuy ont porté la brouette d'un handicapé. « Les commerçants lançaient des cailloux, en retour, également, les gars (personnels de la Cuy, Ndlr) lançaient », relève ce jeune homme. « Il y avait, d'après un autre commerçant, un enfant qui vendait bermudas, chaussettes dans la brouette. Alors, la mairie est venue et a porté sa brouette et sa marchandise. [...] Il (la victime, Ndlr) réclamait [...] sa brouette », témoigne ce commerçant. « La mairie a pompé le gaz sur ses (du jeune commerçant, Ndlr) yeux. C'est alors qu'il s'est vengé. Il a pris d'abord un premier caillou et a lancé », fait-il savoir. Cette victime a été suivie par d'autres commerçants qui réclamaient ses effets, selon le récit de ce vendeur de vêtements.

Dans les dégâts nés de cet incident, l'on enregistre le pare-brise brisé du véhicule de Nyangono du Sud. « Je vais m'efforcer à arranger ma voiture. Qu'est-ce que je dois faire ? Je vais saisir qui ? Je n'ai identifié personne avec précision », témoigne-t-il dans son magasin. Bien



Une image de l'incident.



Les activités ont repris.

qu'il relève plus tard avoir déjà réparé à ses frais ledit véhicule. De plus, ce commerçant ne manque pas de dénoncer des « sauveteurs brebis galeuses ». L'on signale également l'implication de la police du côté des personnels de la Cuy. Pas moins d'un coup de feu a

d'ailleurs été tiré en l'air, selon des sources. Par ailleurs, il ne s'agit pas de la première descente de la Cuy au marché central. Malgré cela, l'on assiste toujours à l'occupation anarchique de la chaussée par des commerçants. En outre, la Cuy n'a pas communiqué au sujet de cet incident.

## Fête de la jeunesse

# Défilé sous forte sécurité à Bamenda et Buea

La grande majorité des jeunes de ces deux régions n'ont pas pris part à la parade du 11 février, du fait des villes mortes.



Par Blaise Djouokep

La place des fêtes de Buea à Bongo Square n'a pas fait le plein de foule comme c'est habituellement le cas pendant les cérémonies qu'elle abrite. Les deux tribunes situées à cet endroit étaient à moitié occupées. Les populations, tétanisées par le mot d'ordre de villes mortes de dix jours imposée par les séparatistes ont eu du mal à quitter leur domiciles. Cependant, les autorités administratives, éducatives et quelques personnalités ont fait le déplacement de la place des fêtes de Buea à l'occasion de la 53e édition de la fête de la jeunesse. Une forte présence des éléments des Forces de défense et de sécurité (Fds) était également remarquée. Les éléments de la police, de la gendarmerie et l'armée veillaient aux grains, armes aux points. Le défilé a été marqué par le passage, devant la tribune présidentielle, d'une vingtaine d'établissements du primaire, du secondaire et du supérieur ; mais avec un nombre très réduit de défilants. Au total, la parade a duré une heure. Et c'est la peur dans le ventre que les élèves ont quitté la place du défilé. Ceux des élèves habitant dans les quartiers lointains du lieu des festivités ont tronqué leur tenue de classe contre les vêtements de maison. Ils ont pour la plupart, soigneusement rangé leur tenue de classe dans des sacs de marché ou dans des emballages plastiques, afin de ne pas subir la colère des sécessionnistes, sur le



Buea. Le défilé sous forte escorte des Forces de maintien de l'ordre.

chemin de retour. D'autres encore ont été transportés dans les camions de l'armée afin d'assurer leur sécurité.

Du côté de la capitale régionale du Nord-Ouest, à Bamenda, la parade a duré moins d'une demi-heure. Les défilants se comptaient du bout des doigts. Les élèves du lycée bilingue de Bamenda (9 élèves), les étudiants de l'université de Bamenda et

ceux du Centre national de la jeunesse et des sports (Cenajes) de Bamenda ont pris part à cette parade, aux côtés de la Délégation de la jeunesse et le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), ont participé au défilé marquant la clôture de cette 53e édition de la fête de la jeunesse, sous forte escorte des Fmo.

## Yaoundé

# Plus de 10000 défilants au Boulevard du 20 mai

Ils proviennent, entre autres, des établissements relevant de l'éducation de base, des enseignements secondaires et du supérieur, ainsi que des organisations de jeunesse.



Par Cyril Marcel Essissima

À Yaoundé hier lundi 11 février, le Boulevard du 20 mai, comme à l'accoutumée, a servi de cadre à la parade civile relative à la fête nationale de la jeunesse. Une parade présidée par le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (Minjec), Mounouna Foutsou, en compagnie d'une dizaine des membres du gouvernement. Face à la tribune d'honneur, gendarmerie nationale et police se passent alternativement le témoin pour exécuter des chants, dont l'hymne national et l'hymne à la jeunesse. Puis, s'en est suivie la rediffusion du discours du chef de l'État, Paul Biya, prononcé à la veille de cette célébration. Près de 40 minutes de discours religieusement écouté dans les deux langues officielles (anglais et français) par l'assistance. Entre temps, dans leur carré, les jeunes piétinent sur place, piaffant ainsi d'impatience pour défilé devant les autorités et surtout passer à la télé. C'est finalement vers 10h15 min que la parade a débuté dans un boulevard aux tribunes clairsemées.

C'est que désormais, le défilé de la fête nationale de la jeunesse est déconcentré dans les arrondissements. Ce sont ainsi plus de mille jeunes qui ont été sélectionnés à travers les sept arrondissements de la capitale, apprend-on du comité d'organisation, pour prendre part à la grande parade du Boulevard di 20 Mai. Sur le thème : « Jeunesse, grandes opportunités et participation à la construction d'un Cameroun en paix, stable et émergent »,



Boulevard du 20 Mai. Le passage de la mascotte des grandes opportunités.

c'est tout naturellement que le bouquet d'ouverture s'est fait par la « mascotte des grandes opportunités ». Il s'agit d'une plateforme roulante, surmontée d'une plaque aux formes du Cameroun et entourée d'images donnant une vue panoramique de quelques chantiers engagés dans le pays.

Par la suite, le boulevard s'est ouvert aux 35 carrés de l'éducation de base, sous la bannière du « vivre-ensemble ». Tous en uniforme, les élèves ont défilé avec divers gadgets, tantôt aux cou-

leurs du pays, tantôt avec des messages d'union et de paix. C'est le cas des établissements du ressort de l'arrondissement Yaoundé VII qui ont véhiculé, via leurs pancartes, des messages non seulement en anglais et en français, mais aussi dans plusieurs langues nationales du Cameroun. Au rythme de la fanfare et sous bénédiction d'un ciel clément, les élèves du secondaire ont paradé sous l'étendard de « la lutte contre les fléaux sociaux et l'utilisation des réseaux sociaux pour la recherche et le développement ». Des fléaux déjà mentionnés par le Chef de l'État lors son adresse la veille. « Mst, alcool, tabac, drogue et autres stupéfiants » nuisibles à l'essor de la jeunesse. Pour marquer son passage, le Collège Sacré-Cœur de Mokolo a choisi une pancarte illustrée d'un cerceau rouge flanqué d'une cigarette barrée. Dans un mouvement d'ensemble, le Lycée d'Anguissa a choisi le nœud rouge pour lutter contre le Sida. De leur côté, les établissements de l'arrondissement de Yaoundé VI ont choisi de dire « non aux discours haineux dans les réseaux sociaux ». Leurs aînés de l'enseignement supérieur ont arraché les acclamations de l'Assistance à travers des uniformes très colorés, des mouvements cadencés, etc. La « participation à l'avènement d'un Cameroun émergent » était le leitmotiv de leur sortie. La vague a été bouclée par les organisations de jeunesse sous le label de la sauvegarde de l'intégrité ». La cérémonie s'est achevée autour de 11h25.



## Discours à la jeunesse

## Paul Biya pour plus de maturité politique

Pour le chef de l'Etat, le Cameroun de demain se fera avec les jeunes.

 Par Jean-Christophe Ongagna

L'enthousiasme de la jeunesse lors de la dernière élection présidentielle était l'un des sujets sur lesquels le président de la République s'est exprimé le 10 février dernier, en prélude à la fête consacrée à cette tranche de la société hier lundi. « Vous y avez participé avec enthousiasme, soit comme électeurs, soit comme candidats, soit comme acteurs du processus électoral. Cette participation est encourageante car, elle traduit votre intérêt certain pour les affaires de votre pays », a constaté Paul Biya, qui dit comprendre le désir de la jeunesse de participer aux décisions relatives à son avenir. « Le Cameroun de demain se fera avec vous », a-t-il d'ailleurs rappelé. Cependant, s'il salue dans son adresse, la participation et l'intérêt des jeunes vis-à-vis de la politique, il ne manque pas pour autant de relever une « pratique devenue courante qui s'exprime à travers les réseaux sociaux et qui donne lieu à des dérives préoccupantes ».

De plus, « si le principe de cette forme de démocratie directe n'est pas répréhensible en soi, on peut malheureusement constater qu'elle se traduit souvent par des prises de position outrageantes à l'égard des autorités, des acteurs politiques ou de simples citoyens. Cette manière de faire



de la politique enfreint souvent non seulement les principes démocratiques, mais également la loi », pense le chef de l'Etat, pour qui il existe une autre façon plus responsable et plus recommandable de faire de la politique. « En votant, en se présentant à une élection, en étant élu conseiller municipal ou régional, député ou sénateur, on fait de la poli-

tique au sens noble du terme. Si vous en avez l'ambition, n'hésitez pas à vous engager dans cette voie pour le bien de votre pays », exhorte-t-il.

En plus de cet appel lancé à la jeunesse, Paul Biya rappelle à cette dernière, le combat effectué pour l'avènement du Cameroun d'aujourd'hui. « Pour nos pères fondateurs, ce fut l'indépendance, indissociable de l'union nationale. Pour leurs successeurs, la mise en place et la consolidation des institutions du nouvel Etat. Pour la génération suivante, l'avènement de la démocratie et du progrès social. Pour celle d'aujourd'hui, la modernisation de l'économie et la justice sociale », énumère-t-il.

Et situe la jeunesse quant à ce qui est de sa contribution à la construction commune du pays. « En ce qui vous concerne, il s'agit tout d'abord de défendre tous nos acquis, afin de mener le combat pour l'émergence. Beaucoup a été fait, au cours des dernières années, pour relever [notre] tissu économique. Il vous reviendra de poursuivre dans la même voie. Il vous faudra mettre en œuvre nos grands projets de révolution agricole, d'industrialisation et d'infrastructures, sans oublier ceux qui concernent le domaine social, comme l'éducation, la santé et l'habitat ». En somme, une invite à ne pas céder au désœuvrement.

## Maurice Kamto appelle les jeunes à résister

 Par Florentin Ndatewou

Du fond de sa cellule de « fortune » dans les locaux du Groupement spécial d'Opérations (Gso) au quartier Mvan à Yaoundé, le président national du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), Maurice Kamto, appelle les jeunes à rester concentrés. En effet, dans son discours publié le 10 février dernier sur le réseau social Facebook, à l'occasion de la 53e édition de la fête de la jeunesse, le « Président élu » demande à cette tranche de la population de résister. « [Notre] incarcération au Groupement spécial d'opérations (Gso), au secrétariat d'Etat à la Défense (Sed), au Groupement mobile d'intervention (Gmi), à la direction de la police judiciaire, et la mise en détention provisoire de certains de nos camarades à la prison centrale de Kondengui, en violation flagrante de toutes les règles de procédure ; ne devraient donc pas susciter en vous crainte et angoisse, mais renforcer [votre] conviction qu'il faut indispensablement que les forces du changement, issues de l'ensemble de la nation, se lèvent contre le pouvoir avilissant déterminé à entraîner [notre] pays vers l'insignifiance, l'incertitude et le délitement total ».

Le « tireur de pénalty » évoque également la



nécessité de réformer le code électoral, « [...] dans le but de régler des incongruités telles que le maintien de la majorité électorale à 20 ans, alors que l'on est responsable au plan pénal à 18 ans. C'est proprement dénier à une catégorie majoritaire de la population de [notre] pays, sa capacité à opérer un choix politique éclairé », dénonce celui qui, d'après les résultats rendus publics par le Conseil constitutionnel le 22 octobre dernier, est classé deuxième au terme de la présidentielle du 07 octobre dernier 2018.

## Cabral Libii s'insurge contre tribalisme rampant

 Par Jenner Onana

Le 10 février dernier, le coordonnateur national du mouvement « Onze millions de citoyens » s'est adressé à la jeunesse camerounaise. Sur sa page Facebook, Cabral Libii s'est insurgé contre le tribalisme qui prend de plus en plus de l'ampleur au Cameroun. « Je vous interpelle chers jeunes, à dresser une forteresse devant le tribalisme rampant. Ayons en abjection ce fléau entretenu par les médiocres divisionnistes, ceux-là qui redoutent l'unité », a-t-il déclaré. Une unité qui s'impose si la poursuite de l'ouvrage patriotique demeure une impérieuse nécessité « en cette veille de fête de la jeunesse », a rappelé le candidat classé troisième lors de la présidentielle du 07 octobre dernier. Par ailleurs, Cabral Libii s'est exprimé sur la situation sociopolitique qui sévit dans les régions de Nord-Ouest et du Sud-Ouest. « La crise anglophone perdure. Elle entasse des morts. Elle laisse des plaies béantes dans [notre] vivre-ensemble. Elle fortifie la haine. La jeu-



nesse anglophone demeure une partie touchée. Leurs aspirations profondes doivent être entendues dans le cadre d'un débat national que nous appellerons toujours de tous nos vœux ».

Pour le candidat sous la bannière de l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (Univers), à la dernière élection présidentielle, les jeunes doivent postuler aux postes électifs des prochaines échéances électorales. « Nous sommes capables de prendre [notre] destin en main. La population de moins de 25 ans représente 65% de [notre] démographie ».

## Entrepreneuriat

# Les députés jeunes se prononcent



Par Florentin Ndatewou

La promotion de l'entrepreneuriat en vue de la création d'emplois est une problématique qui intéresse de plus en plus les jeunes. Au cours de la troisième session du Parlement jeune tenu le 08 février dernier à l'Assemblée nationale, les députés représentant cette tranche d'âge ont mené des réflexions axées sur la thématique : « Développement de l'entrepreneuriat et les opportunités d'emplois-jeunes ». De ces réflexions, découlent plusieurs résolutions. « La mise en place d'une fiscalité spécifique et des facilités administratives d'incitation des jeunes entrepreneurs de moins de 35 ans ; l'introduction effective dans les programmes scolaires et universitaires toutes séries confondues, de l'enseignement de la culture entrepreneuriale. Cette matière devant être une matière de base à fort coefficient dans les établissements techniques et professionnels et les séries scientifiques ; étudier les possibilités d'une gratuité d'accès à l'enseignement technique en vue d'attirer

les jeunes vers cet ordre d'enseignement, vecteur développement de l'entrepreneuriat-jeunes ».

Ces résolutions mettent à contribution l'apport des collectivités territoriales décentralisées (Ctd). « L'appui technique et financier aux communes des zones rurales dans le cadre du processus d'accélération de la décentralisation en vue du développement d'une véritable économie locale lié à leur potentiel spécifique, afin de freiner l'exode rural des jeunes et développer l'emploi local ». Ceci, sans oublier la gent féminine, à travers « la mise en place d'un programme spécifique de promotion et d'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin et à défaut, d'un guichet dédié à cette catégorie dans tous les projets et programmes ». Les députés jeunes assujettissent l'efficacité de ces résolutions à « l'évaluation systématique des résultats de chaque projet et programme visant l'autonomisation et l'insertion des jeunes et la vérification sur le terrain de leurs résultats effectifs ».

## Côte d'Ivoire

# Soro quitte l'Assemblée nationale



Par Cyril Marcel Essissima

« À cet instant précis, je rends ma démission de mes fonctions de président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré, au cours de la première session extraordinaire de l'année au Parlement. Guillaume Soro soutient qu'il s'est trouvé obligé de rendre son écharpe pour éviter à son pays une « crise institutionnelle déstabilisante ». Une raison qui trouve son fondement dans son refus de s'engager au sein du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp). Une proposition à lui faite par le Président ivoirien, Alassane Dramane Ouattara, entre « le 05 et le 25 janvier » dernier. Face à ce qu'il considère comme un « dilemme », Guillaume Soro indique qu'il n'avait pas « une autre alternative ». Sur ses ambitions politiques futures, le désormais « ancien Pan » ne s'en cache pas. « Ma vie politique ne fait que commencer... Je rends le tabouret pour aller chercher le fauteuil », a-t-il posté sur sa page Tweeter le lendemain. De façon claire, Guillaume Soro ne veut plus être dans l'ombre des autres et veut désormais diriger la Côte d'Ivoire. Une prétention qui ne surprend pas vraiment, si l'on retrace la trajectoire de l'homme. Car avant d'être Pan, il a successivement été Premier ministre (cumulativement avec le poste de ministre ivoirien de la Défense), ministre d'État, de la



Guillaume Soro.

Reconstruction et de la Réinsertion, ministre de la Communication. Pratiquement les postes les plus importants de la haute administration.

Questionné sur ses intentions quant à l'élection présidentielle de 2020, Alassane Ouattara a déclaré : « C'est très clair, je peux me représenter si je le souhaite. C'est une nouvelle Constitution (2016) (...) Je donnerai ma réponse en 2020, a-t-il confié à Radio France internationale (Rfi), avançant « un bilan inattaquable ». Et d'ajouter qu'il n'est « pas question d'empêcher la candidature de qui que ce soit ». C'était à l'issue du 32e Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie.

## Mefou et Akono

# En rangs serrés derrière Paul Biya

Les populations de ce département ont exprimé leur reconnaissance au chef de l'État dimanche pour la confiance renouvelée à ses enfants.



Par Wamba Sop

La ville de Ngoumou, chef-lieu du département de la Mefou et Akono a drainé du beau monde ce 10 février. Et pour cause, depuis la reconduction de leurs pères, fils et frères, Gaston Eloundou Essomba et Joseph Fouda ainsi que leur mère, sœur et fille Marie Thérèse Obama épouse Abena Ondoua à leurs postes respectifs de ministre de l'Eau et de l'Energie, conseiller spécial du président de la République et ministre de la Promotion de la femme et de la famille, aucune action collective n'avait été jusqu'ici posée. Dans les rues bondées de cette cité en ce jour, la réponse à la question de savoir pourquoi aujourd'hui et pas hier coulait de source. L'on voulait tout simplement mettre les petits plats dans les grands. Et pour ne pas le dire, à Ngoumou, le temps pris pour l'organisation de cet événement de taille a été mis à profit. La synchronisation, l'ordonnancement des différentes articulations et même le temps accordé à chaque intervenant était équilibré. Le Rdpc dans cette partie de la région du Centre renaît indubitablement de ses cendres. Des confidences d'un ex-président de section Rdpc Mefou et Akono Ouest qui a voulu s'exprimer sous anonymat, il y a belle lurette qu'on a vu non seulement une telle mobilisation, mais aussi, une organisation sans anicroche. Au rang des "invités spéciaux", on a noté les présences des ministres chargés de missions à la présidence de la République, Phi-



Les personnalités à l'honneur.

lippe Mbarga Mboa et Benoît Ndong Soumhet ; le ministre délégué auprès du ministre de l'Éducation de base, Boniface Bayaola ; le ministre de la Santé publique Manaouda Malachie, le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative Joseph Le, le ministre des Transports Jean Ernest Ngalle Bibehé et le ministre des Forêts et de la Faune Jules Doret Ndongo.

Tout ce beau monde était donc réuni dans la capitale départementale de la Mefou et Akono pour dire à l'unisson « gloire à Dieu et merci au chef de l'État pour le maintien des dignes fils et fille de la Mefou et Akono dans le gouvernement du 04 Janvier 2019 ».

Pour Crescence Ottou, présidente Ofrdpc Mefou et Akono Est, l'acte I consacré aux à la présidentielle est révolu avec la victoire du Rdpc. L'acte II s'annonce avec les législatives, municipales et régionales. Il est donc question pour la Mefou et Akono, de terminer ce qui a été entamé avec la présidentielle. D'où son appel à toutes les populations du département d'investir les bureaux d'Elecarn pour s'inscrire sur les listes électorales.

Jérôme Mvondo, président des élites de la Mefou et Akono a quant à lui appelé au respect des institutions de la République avant de condamner les actes de vandalisme et autres mouvements de déstabilisation initiés par une certaine classe de Camerounais.

Le ministre de l'Eau et de l'Energie, Gaston Eloundou Essomba, par ailleurs président de la section Rdpc Mefou et Akono Sud-Ouest depuis 14 ans, a pris la parole pour ne pas seulement dire merci à l'auteur du décret qui les maintient dans le gouvernement, mais davantage pour rappeler aux siens que leur noble département a occupé la troisième place au niveau régional avec 93,2% pour ce qui était de la présidentielle du 07 octobre 2018, remportée par leur champion. Et qu'en ce qui concerne les trois élections à venir, il est simplement question d'améliorer ce score et partant ce rang.

## Chlorhexidine 7,1%

# Le flacon de 10 ml hors du circuit

Ce médicament dont la note signée du ministre de la Santé publique le 25 janvier dernier ordonnait le retrait du marché est effectivement absent des pharmacies de Yaoundé.

 Par Guy Martial Tchinda

**1** 7 jours après le communiqué du ministre de la Santé publique (Minsanté), Dr Ma-naouda Malachie, ordonnant aux administrateurs des fonds régionaux pour la promotion de la santé de « procéder de toute urgence, au retrait du marché de la solution Chlorhexidine 7,1% flacon de 10ml », ce produit est introuvable dans plusieurs pharmacies de Yaoundé. Dans l'une d'elles, située au Carrefour Emia à Yaoundé III par exemple, il n'est plus visible ce 11 février. « Monsieur nous n'avons pas de Chlorhexidine », lance une employée de la boîte.

Le constat est le même au quartier Biyem-Assi (Yaoundé IV) où, la tenancière d'une pharmacie avoue elle aussi ne plus commercialiser ce médicament depuis plus d'une semaine. Elle ne précise cependant pas si l'absence du produit dans son commerce a un lien avec la



Une solution de Chlorhexidine.

note ministérielle. Plus loin à « Tkc » dans le même arrondissement, la Chlorhexidine n'est toujours pas trouvable. A Nkozoa, à la sortie Nord de la ville, ce produit n'est pas

accessible auprès des vendeurs de médicaments de la rue établis au lieu-dit « entrée champ de tirs ». Il convient de noter que la note signée le 25 janvier dernier par le Minsanté ne renseigne pas sur les raisons de son retrait.

La Chlorhexidine est un antiseptique à large spectre d'action. Elle est couramment utilisée pour diverses applications, y compris le lavage des mains, les douches pré-chirurgicales de tout le corps, les soins des plaies, l'hygiène bucco-dentaire et la désinfection générale. Connue sous plusieurs formes, Chlorhexidine digluconate 7,1% par exemple est utilisée pour les soins du cordon ombilical.

Selon une source, ce médicament est très important dans la mesure où il contribue à lutter contre la mortalité maternelle. « Chaque année dans le monde, l'on observe 3.000.000 de décès de nouveau-nés dont 13% dus aux infections, une mauvaise hygiène et un manque d'antisepsie à la naissance et au cours de la 1ère semaine de vie augmente le risque d'infections mortelles. Dans les régions à forte mortalité néonatale les infections sont responsables d'environ 50% des décès ».

## Ressources naturelles

# Gestion inclusive des forêts comme solution durable

C'est la principale conclusion à laquelle a abouti le projet ConGos au bout de trois années de déploiement dans le bassin du Congo.

 Par Adrienne Engono Moussang

**C**omme pendant la 17e réunion du partenariat pour les forêts du bassin du Congo (Pfb) en décembre 2018 à Bruxelles Pierre Magloire Abadjaka, coordonnateur du Réseau des populations autochtones et locales d'Afrique a poursuivi son plaidoyer le 08 février dernier à Yaoundé, jour de la clôture du projet « Gestion inclusive des forêts dans le bassin du Congo (ConGos) ». « En République centrafricaine (Rca) depuis 2016, notre groupe a échangé avec



les communautés pour leur expliquer ce que c'est que la foresterie communautaire. (...) Malheureusement, le projet ConGos qui nous a beaucoup aidés arrive à la fin alors que nous avons encore trois étapes à franchir. Nous plaçons pour une rallonge, même d'un an, afin que nous franchissions encore un pas », indique celui qui est aussi avocat au barreau centrafricain ; rappelant par ailleurs que les populations ont beaucoup d'engouement parce qu'elles souhaitent créer leurs forêts et gérer leurs ressources.

Selon un des coordonnateurs du projet porté au Cameroun par le Centre pour l'environnement et le développement (Ced), Indra Van Gisbergen de l'organisation non-gouvernementale Fern (entendez fougère) : « le projet ConGos qui a duré trois ans a touché 18 organisations au Gabon, au Congo en République démocratique du Congo, en Rca, et près de 63.000 âmes au Cameroun. Le but étant de donner aux peuples autochtones, gardiens des forêts, l'opportunité d'améliorer leurs revenus pour changer leurs conditions de vie et bien sauvegarder les ressources naturelles. Nous avons mis l'accent sur

l'entrepreneuriat forestier ; par exemple la fabrication de l'huile de moabi ». Elle aussi pense qu'il y a encore à faire, notamment : « Nous pouvons relever que les communautés locales ne savent pas encore s'organiser entre elles ; elles ont toujours besoin des organisations. Nous souhaitons que les gouvernements des différents pays les accompagnent. Et nous comptons aussi continuer avec le dialogue pour le soutien des gouvernements ».

Bruno Mvondo II, chef traditionnel de Bitili dans l'Océan, région du Sud, révèle que les forêts communautaires peinent à s'affirmer au Cameroun. « Aujourd'hui, il faut plutôt promouvoir la foresterie communautaire qui ne se limite pas qu'à l'exploitation du bois mais qui est un ensemble d'activités qui inclue la chasse, la cueillette, la pêche, l'élevage des animaux et des arbres pour la transformation du niveau de vie des communautés qui s'impliquent dans la gestion durable des ressources naturelles. Il faut que les forêts communautaires soient de véritables entreprises. Et c'est bien ce modèle que promeut le projet ConGos », indique-t-il.

## Epilepsie

# Pas accès au traitement pour 3/4 de patients

 Par Guy Martial Tchinda

**C**e 12 février est Journée internationale de l'épilepsie. Il s'agit, selon l'Organisation mondiale de la santé (Oms), d'une « affection neurologique dont on peut souffrir à n'importe quel âge. Elle se caractérise par des crises récurrentes se manifestant par des brefs épisodes de tremblements involontaires touchant une partie du corps (crises partielles) ou l'ensemble du corps (crises généralisées).

Dans le monde, environ 50 millions de personnes en sont atteintes, ce qui fait d'elle l'une des maladies neurologiques les plus fréquentes. Parmi ces victimes les estimations de l'Oms indiquent que 80% vivent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Tout en rappelant que la maladie peut être traitée dans 70% des cas, l'Oms déplore le fait que « près de 3/4 des personnes affectées dans les pays à revenu faible ne bénéficient pas du traitement dont elles ont besoin ». Par ailleurs, « les personnes atteintes et leur famille peuvent être confrontées à la stigmatisation et à des discriminations dans de nombreuses régions du monde », renchérit-elle.

Entre autres causes de cette maladie qui n'est pas contagieuse, on dénombre la tumeur cérébrale ; un traumatisme grave de la tête ; un accident vasculaire cérébral qui réduit la quantité d'oxygène dans le cerveau ; une affection touchant le cerveau comme la méningite ou l'encéphalite.

**Messenger Kids****Facebook en mode séduction des enfants***Le réseau social entend davantage investir dans sa messagerie dédiée à la tranche d'âge de 6 à 12 ans.*

Par Marguerite Papana

La concurrence est rude et Facebook l'aura bien compris. Le réseau social de Mark Zuckerberg a donc entrepris une restructuration des équipes travaillant sur des produits pour les jeunes. Ceux-ci sont de plus en plus séduits par d'autres plateformes de socialisation telles que Snapchat et Tik Tok, un réseau social chinois. En effet, selon les informations relayées par le site d'informations français lefigaro.fr, Facebook est devenu un réseau social «pour les vieux». À seulement 15 ans, il n'attire aujourd'hui que 28,7% des moins de 13 ans en France, selon l'étude Born Social publiée en septembre dernier qui s'intéresse aux comportements des préadolescents sur le web. C'est trois fois moins que sur Snapchat. Aux États-Unis, le cabinet e-Marketer prévoit une perte de 2,8 millions d'utilisateurs de moins de 25 ans pour l'entreprise de Mark Zuckerberg.

Face à ce déficit, Facebook essaie de les reconquérir pour une cure de rajeunissement. D'après le site d'informations sus-cité, depuis 2016, 100 personnes au sein de Facebook sont en effet chargées de développer plusieurs produits numériques pour les préadolescents, cible stratégique que la société veut fidéliser le plus tôt possible. Facebook souhaite que cette équipe se concentre aujourd'hui uniquement sur «Messenger Kids». La messagerie instantanée dont le lancement remonte à décembre 2017 est accessible aux enfants dès l'âge de six ans et donne la possibilité aux parents de contrôler les contacts ou les personnes avec lesquelles leurs enfants échangent.

L'on apprend également qu'en France par exemple, Facebook doit faire aujourd'hui au fait que 85,3% des inter-



Mark Zuckerberg.

nautes de moins de 13 ans ont un compte sur Snapchat. Quant au Chinois TikTok, 38% de ses utilisateurs ont entre 11 et 14 ans selon des chiffres de l'association Génération Numérique. D'autres acteurs, encore discrets, ont aussi fait des jeunes une priorité. C'est le cas d'Askip, une application française de messagerie anonyme ou encore Yubo qui se présente comme le «Tinder des adolescents» où l'on swipe avant de choisir une personne à qui parler. La concurrence vient aussi d'autres plateformes, fonction-

nant sur un modèle différent.

Pour rappel, le réseau social a déjà essayé auparavant de conquérir de plus jeunes usagers. L'équipe a créé le projet « LOL ». Il s'agit d'une application chargée de partager des memes (messages humoristiques sur les réseaux sociaux) qui a été abandonnée avant même d'avoir été lancée officiellement. Un essai qui n'avait pas été très apprécié par les jeunes, lesquels ont trouvé que Facebook a voulu renvoyer une fausse image jeune.

**Twitter****La correction des tweets envisagée***L'équipe dirigeante du réseau social évoque la possibilité d'un délai de quelques secondes avant l'envoi pour effectuer des amendements.*

Par Marguerite Papana avec 20minutes.fr

Twitter se dirige-t-il vers une petite révolution. Le réseau social envisagerait de permettre à ses utilisateurs de modifier leurs messages. Jack Dorsey, le patron de Twitter, a évoqué la possibilité d'un délai de quelques secondes avant l'envoi d'un tweet pour permettre les corrections. Cette fonction avait déjà été évoquée par Jack Dorsey, le patron de Twitter, il y a quelques mois. Elle a refait surface à l'occasion d'une interview accordée par le responsable à Joe Rogan pour son podcast The Joe Rogan Experience publié fin janvier dernier.

En novembre dernier, le dirigeant mettait en garde dans The Next Web, un journal en ligne : « Nous devons faire attention aux vraies raisons pour lesquelles les utilisateurs réclament un bouton "modifier" ». En novembre dernier, le dirigeant mettait en garde dans The Next Web : « Nous devons faire attention aux vraies raisons pour lesquelles les uti-



lisateurs réclament un bouton "modifier" ». Car l'impossibilité de revenir sur son texte a une explication histo-

rique. « Nous nous basions sur les SMS. Et quand un SMS est envoyé, il n'est plus possible de le reprendre », a expliqué le responsable à Joe Rogan. Raison pour laquelle, un délai de quelques secondes avant l'envoi d'un tweet pourrait être envisagé.

Mais les temps ont changé et Twitter réfléchit à de nouvelles solutions pour faire évoluer son modèle. Jack Dorsey a par exemple évoqué la possibilité de consulter l'historique des modifications d'un tweet. Une autre formule consisterait à rendre plus souple la publication avec « un délai de 5 à 30 secondes avant l'envoi ». Les twittos ne pourraient se corriger que dans cette courte fenêtre. L'enjeu est de taille pour Twitter qui a fondé son succès sur l'instantanéité des échanges et des conversations en temps réel. De telles modifications pourraient remettre en cause son modèle et sa particularité alors que d'autres réseaux sociaux, comme Facebook et Instagram, permettent déjà à leurs utilisateurs de modifier leurs contenus.

## Bafoussam

# La délocalisation du Festival Nyang Nyang divise

Plusieurs personnes ne voient pas d'un bon œil le fait que ce rendez-vous culturel soit organisé dans d'autres régions.

 Par Robert Nkaké

Le dimanche 03 février dernier s'est achevée la dernière édition du Festival Nyang Nyang. De nombreuses innovations ont ponctué ce rendez-vous culturel. La plus importante a été sa délocalisation. En effet, célébré dans la région de l'Ouest depuis sa création, ce festival a pour la première fois déposé ses valises à Bertoua, dans la région de l'Est. « Nous sommes fiers d'avoir organisé ce festival dans une autre région. Notre souhait est que cet événement devienne un patrimoine de l'humanité, au vu de sa riche et dense culture », avait déclaré Amadou Talla Tamto, chef de la communauté Bafoussam à Bertoua.

Pour lui, cette délocalisation avait pour but de partager et de faire découvrir le festival Nyang Nyang au peuple camerounais. Une idée que certaines personnes ne partagent pas. Pour un grand nombre d'entre eux, le festival, en quittant la région perd sa portée mystique. « Au début, j'ai dit qu'il fallait éviter des débordements. Maintenant, je pense qu'on assiste à la démythification du festival « Nekieng » (autre nom du festival Nyang Nyang) », prévient une élite locale qui a requis l'anonymat. Et de renchérir: « D'autres parlent de modernité et bien moi-même je demande aussi la démocratisation du palais. Ceci afin que le chef soit élu pour un mandat fixe. C'est aussi cela la modernité ». Moins stricts, quelques natifs du coin s'interrogent: « Pourquoi et de quel droit se permettent-ils de vandaliser la culture d'un



Des danseurs du festival Nyang Nyang.

peuple de cette manière ? Les responsables sont sans ignorer que cette culture c'est l'identité d'un peuple qui traverse les âges et des générations entières. C'est une richesse unique». Il est cependant important de préciser que le défunt père du

roi Njitack lui a légué le trône et la gestion de ce festival. Entouré d'un conseil supérieur, le chef est à donc le pouvoir de décider du lieu et de la date de cette rencontre. Une situation que beaucoup aimeraient voir changer dans les prochaines années.

## Journée du jeune cinéaste

# Pari tenu pour la 2<sup>e</sup> édition

 Par Lucien Bodo

Salles comble au Cercle de lecture et animation culturelle (Clac) de Yaoundé, le 08 février dernier. Dans ce lieu qui abrite la deuxième édition de la « Journée du jeune cinéaste », des retardataires ont été contraints à rester debout durant quasiment toutes les articulations de ce rendez-vous. Les autres, restés à l'extérieur, meublent leurs conversations avec essentiellement trois mots comme fil d'Ariane: « le cinéma camerounais ». L'événement organisé par Maimounatou Bourzaka, journaliste au pool web de la Société de presse et d'éditions du Cameroun, a en effet drainé encore plus de monde que lors de la précédente édition.

Il a bénéficié, entre autres, de la présence d'une forte délégation de l'équipe du Festival Ecrans noirs, conduite par son délégué général Bassek Ba Kobhio. Ce rendez-vous a aussi connu la participation d'acteurs, réalisateurs, producteurs et

hommes de médias venus de diverses régions du Cameroun. Pour cette deuxième borne, il a été organisé un atelier d'apprentissage au cinéma d'animation pour les plus jeunes. Le public a également pu se délecter d'une projection de courts-métrages produits et réalisés au Cameroun par de jeunes camerounais. Une conférence-débat sur le thème: « Le marketing digital au service du cinéma camerounais » a été animée par des professionnels du digital, de la communication et du cinéma. Selon sa promotrice, la « Journée du jeune cinéaste » vise à offrir une plateforme de rencontre entre le public et l'industrie du cinéma camerounais. Par ailleurs, il est question de promouvoir le 7<sup>e</sup> art local auprès du grand public, faciliter les échanges entre les acteurs de l'industrie du cinéma et opérateurs économiques, et surtout, susciter des vocations auprès des jeunes en leur offrant des rudiments du cinéma.



## Caf

# Un membre du Comité exécutif flingue Ahmad

Le Libérien Musa Hassan Bility dénonce les travers managériales du président de la Confédération africaine de football dans une lettre.



Par Dimitri Mebenga

**A**hmad Ahmad, le président de la Confédération africaine de football (Caf) a encore fait parler de lui. Cette fois, il ne s'agit pas de diatribes envers le Cameroun, mais de ses dérives managériales qui sont dénoncées par un membre du Comité de la Caf. Dans une lettre datée du 08 février à l'endroit de ses collègues du Comité exécutif de la Confédération africaine de football, Musa Hassan Bility dénonce le passage en force du président de la Caf, Ahmad Ahmad, dans l'attribution des coupes d'Afrique des nations (Can) 2021, 2023, 2025 respectivement au Cameroun, Côte d'Ivoire et à la Guinée Conakry en ces termes « le président de la Caf a annoncé que les trois éditions suivantes de la Can ont été attribuées au Cameroun, Côte d'Ivoire et Guinée, à ma connaissance des statuts de la Caf, le président n'a pas autorité à attribuer une compétition sans l'aval du Comité exécutif », s'enrage le Libérien.

Il va plus loin en révélant que l'instance faïtière du football



continental a signé un accord de partenariat avec 1XBET, une société de Bookmaker en tant que sponsor officiel de

toutes les compétitions majeures de la Caf. Encore une fois selon Musa Hassan Bility, « la signature d'un tel accord de partenariat majeur requiert l'approbation du Comité exécutif ». Pour lui « ce sont des violations graves qui se font de plus en plus nombreuses... toutes ces violations des règles établies, notamment les transferts des fonds illégaux pourraient soumettre l'organisation à des actions en dehors de nos autorités », rappelle-t-il aux membres du Comité exécutif en déplorant que jusqu'à l'heure, il n'y a eu aucune réponse à aucune de ses interrogations émises dans sa précédente lettre.

Pour mettre un terme à ces dérives du président de la Caf, Ahmad Ahmad, il exhorte les membres de l'organe de décision de la Caf à demander une réunion d'urgence afin que Ahmad puisse apporter des clarifications à ses « travers » car le silence du patron de la Caf à ses préoccupations pourraient « causer un préjudice énorme la Caf », conclut-il.

## Fecafoot

# Mbombo Njoya réunit les présidents des ligues régionales

Le président de la Fecafoot a rappelé à ses collaborateurs son souhait de voir ces structures fonctionner de façon autonome.



Par Dimitri Mebenga

**A**près son élection à la tête de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) le 12 décembre 2018 et son installation à l'immeuble siège de Tsinga, Seidou Mbombo Njoya a engagé une série de rencontres parmi lesquelles une réunion avec les différents présidents des ligues régionales décentralisées qui a lieu au siège de l'instance faïtière du football le weekend dernier. Celle-ci survient après qu'il ait fait le tour des services et autres dont le siège en construction et démembrements de la Fecafoot. Dans le même ordre d'idées, il s'est entretenu avec ses principaux collaborateurs, une sorte de consultation pour recueillir les avis et rendre le football camerounais plus compétitif. Pour cette toute première rencontre du genre entre un président élu de la Fecafoot et ceux des Ligues régionales, il s'est agi d'indiquer à ces acteurs de premier ordre le nouveau cap. Pour ce faire, tous les aspects du fonctionnement de la Fédération ont été présentés et expliqués. Notamment les nouvelles procédures administratives et financières, les règlements des compétitions, le programme « FIFA Forward », de même que les aspects relatifs au marketing et à la communication 3.0.

L'objectif à terme était pour le Président Seidou Mbombo Njoya de permettre aux Ligues régionales et départementales d'être effectivement autonomes aussi bien sur le plan administratif que dans l'organisation et la gestion de leurs activités. Un vœu « cher » au président de la Fecafoot et qui s'inscrit en droite ligne de ses promesses de campagnes à savoir son programme de modernisation



Seidou Mbombo Njoya avec les présidents des ligues régionales.

de l'organisation et de la gestion de la Fecafoot. Les présidents des Ligues régionales n'ont pas été insensibles à cette innovation du nouvel exécutif de la Fecafoot qui a décidé de les imprégner des outils nécessaires à un bon accomplissement de leurs missions. Ils ont félicité le président Seidou Mbombo Njoya et les vice-présidents Aboubakar Alim Konate, Céline Eko et Abbo Mohamadou,

présents tout au long des travaux.

Cette rencontre du 09 février survient au lendemain d'une autre réunion importante tenue au siège de la Fecafoot entre le président, certains de ses collaborateurs et les membres de la Commission Marketing de la Fecafoot. Lors de cette réunion, les principaux axes de la nouvelle politique marketing de la Fédération ont été définis et impulsés.

## Ligue 1

## La victoire des « nuls »

Sept des huit rencontres programmées dimanche dernier se sont achevées sur un score de parité.

 Par Désiré Domo

**A**u coup de sifflet final, Herman Oumarou Sokba file directement dans les vestiaires, refusant de sacrifier au rituel, celui des interviews d'après match avec la presse. Visiblement, c'est la tristesse qui se dessine sur le visage de l'entraîneur d'Apejes de Mfou. Celle d'un coach mécontent du nul (1-1) que lui a imposé le Tonnerre Kalara Club (Tkc) au Stade militaire de Yaoundé, lors de la 2e journée de Ligue 1. Pire encore, le club sortait d'une défaite lors de la 1ère journée à Bamenda.

Pourtant, à l'entame de cette rencontre, le technicien camerounais et ses protégés n'avaient qu'une option en tête : décrocher leurs premiers trois points de la journée face à la redoutable équipe du Tkc très en forme depuis le début de la saison. « Nous sommes venus pour gagner le match. Car, après être sortis de Bamenda avec 0 point (lors de la première journée, Ndlr), nous n'avions pour objectif que de gagner », explique le défenseur d'Apejes de Mfou Calistus Anjeh Akoh. Malheureusement pour ses coéquipiers et lui, le Tonnerre ne leur laisse pas la chance de le gronder.

Alors que, c'est le club de la Mefou et Afamba qui débloque le compteur à la 15e mn par l'entremise de l'un de ses attaquants Alima Atangana, sur une frappe du plat du pied sur un centre de Clauvis Kekoh. Mais, sur un but contre son camp (Csc) à la 35e mn, les Kalara Boys remettent les pendules à l'heure, un but partout. « Ce qui est important c'est que les enfants (joueurs, Ndlr) ont pu résister. Ils n'ont pas pris le 2e but et ils ont égalisé certes sur un Csc mais



Ligue 1. Une 2e journée corsée dans l'ensemble.

sous la pression de notre attaquant », reconnaît Jules Abah Onana, entraîneur du Tkc. Le score reste inchangé jusqu'à la fin de la partie. Pourtant, les académiciens de Mfou ont eu plusieurs opportunités de remporter la rencontre en toute fin de rencontre, après expulsion de Ledoux Tchoua sur carton rouge.

Comme ce derby du Centre six autres matches sur les huit programmés pour la 2e journée ont accouché d'un nul. C'est le cas par exemple du derby du Littoral entre New Stars et Union sportive Centenary Stadium de Limbe. Après avoir tous effectué une mauvaise entame du championnat

le 03 février, les équipes n'ont pu que se départager les trois points mis en jeu. Une seule rencontre s'est achevée sur une victoire : le duel Stade Renard # As Fortuna. Victoire 1-0 à l'avantage des renards de Melong.

## Résultats

## Résultats complets de la 2e journée de Ligue 1

Léopard # Renaissance 2-0  
Aigle # Lion Blessé 2-2  
Bamboutos # Yafoot 3-0  
Ofta # Racin 1-1  
Dynamo # As Matelots 0-2  
As Etoa Meki # As Fap 0-2  
Bang Bullet # Canon sportif 0-1  
New Stars # Union sportive 1-1  
Apejes # Tkc 1-1  
Dragon-Avion 1-1  
Yong Sport # Unisport 0-0  
PWD # Colombe 1-1

Stade Renard # As Fortuna 1-0  
Feutcheu # Ums 1-1  
Eding # Fovu 1-1

## Résultats complets de la 2e journée de Ligue 2

Léopard # Renaissance 2-0  
Aigle # Lion Blessé 2-2  
Bamboutos # Yafoot 3-0  
Ofta # Racin 1-1  
Dynamo # As Matelots 0-2  
As Etoa Meki # As Fap 0-2  
Bang Bullet # Canon sportif 0-1

## Boxe

## Six pugilistes passent d'amateurs à professionnels

Léopold Owona, Smaïla Mahaman et bien d'autres ont changé de catégorie au cours du Mboa Boxing samedi dernier à Yaoundé.

 Par Désiré Domo

**S**maïla Mahaman est le premier boxeur professionnel de la soirée (samedi dernier, Ndlr) à monter sur le ring au Camp de l'unité de Yaoundé. Le jeune pugiliste camerounais a pour adversaire Dieudonné Tebokbe, tous classés dans la catégorie des 69kg. Mais, la particularité de leur combat est que les deux athlètes passent d'amateurs à professionnels, au cours de cette soirée de la 6e édition du Mboa Boxing. Du coup, la partie s'annonce alléchante pour ces deux néo-professionnels. Mais, elle est encore plus aguichante pour Smaïla Mahaman, qui a déjà pris part à deux éditions des Jeux olympiques (Jo) d'abord Beijing en 2008, ensuite Rio de Janeiro en 2016 et sur qui l'attention est beaucoup plus focalisée.

D'aucuns prennent le risque de le sacrer vainqueur du combat avant même que celui-ci n'ait débuté.

C'est pourtant un Dieudonné Tebokbe des beaux jours qui va à l'assaut du 1er premier round en enchaînant coups et uppercuts. Il en est ainsi pour le 2e round. Pendant ce



Mboa Boxing. Un gala très couru.

temps, Smaïla Mahaman joue la carte de la défensive. Au 3e et avant dernier round, le boxeur essaye de prendre le contrôle du combat en allant lui aussi à l'abordage. Cependant, son adversaire du jour ne plie pas l'échine. Plutôt, il essaye de retrouver ses automatismes de début au 4e

## Champion's League européenne

Les 1/8e de finale de la Champion's League européenne 2018/2019 débutent ce soir. Quatre rencontres seront au programme dans le cadre de cette première journée : Manchester United # Paris Saint-Germain ; As Roma # Fc Porto ; Manchester City # Schalke 04 ; Juventus Turin # Atlético de Madrid.

round. Il finit par obtenir la faveur de deux juges sur trois. Synonyme de défaite de Smaïla Mahaman.

Comme le duel Smaïla Mahaman # Dieudonné Tebokbe, deux autres ont meublé les combats professionnels samedi dernier à Yaoundé. Six boxeurs ont changé de statut à cet effet. Il s'agit en outre de Léopold Owona, tombeur de l'Equato-guinéen Armand Moliko (lui aussi désormais professionnel) chez les 60kg et Narcisse Mevoa et Valdano Bekombo Dena, acteurs du dernier combat de la soirée chez les 57kg qui a vu la victoire de Narcisse Mevoa.

En plus de ces trois combats néo-professionnels, 7 autres étaient au programme chez les boxeurs amateurs. Le plus séduisant était le face à face Akono Atouba # Salli Yao. Choc remporté par le sociétaire de Rass de Nkongsamba sur arrêt de l'arbitre, après coups et blessures d'Akono Atouba.

